

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001314]

**25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 145 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 42 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.231/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse est remplacé par ce qui suit :

« Le pouvoir organisateur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> met en place un système de contrôle interne de la comptabilité. ».

**Art. 2.** Dans l'article 10 du même arrêté, l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 3.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Lorsque la demande est recevable, l'administration communique dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la décision déclarant la recevabilité, la demande à la commission d'agrément afin que celle-ci rende un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet conformément à l'article 147, § 2, du décret. ».

**Art. 4.** L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Dans les deux mois qui suivent le transmis de la demande à la commission d'agrément, l'administration rend au Ministre un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet, auquel elle joint le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques, le rapport du service de l'administration chargé du contrôle comptable et une estimation budgétaire du service de l'administration chargé de la gestion comptable.

Dans le même délai, l'administration rend à la commission d'agrément un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet, auquel elle joint le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques. ».

**Art. 5.** L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. La commission d'agrément rend au Ministre son avis concernant l'opportunité de la mise en œuvre du projet dans les quatre mois qui suivent la réception de la demande de l'administration et le communique simultanément au demandeur.

En l'absence d'avis dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'avis de la commission d'agrément n'est plus requis.

Conformément à l'article 147, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret, lorsque la commission constate que tous les avis reçus sont favorables, elle rend un avis favorable. Toutefois, cette obligation ne s'applique que lorsque la commission d'agrément a reçu tous les avis requis. ».

**Art. 6.** L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Dans les deux mois qui suivent la réception de l'avis de la commission d'agrément ou l'expiration du délai dans lequel elle aurait dû rendre son avis, le Ministre notifie au demandeur et à l'administration sa décision relative à l'opportunité de la mise en œuvre du projet et invite l'administration à poursuivre ou non la procédure d'agrément. ».

**Art. 7.** L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Si la décision du Ministre relative à l'opportunité est positive, l'administration examine la conformité du service aux conditions d'agrément et rend au Ministre un avis circonstancié à ce sujet dans les trois mois de la réception de la décision du Ministre.

Dans son avis circonstancié, l'administration peut proposer un délai supplémentaire à l'examen de la demande d'agrément afin que le pouvoir organisateur puisse rencontrer des exigences réglementaires de conformité.

Pour l'agrément sollicité, l'administration joint à l'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogique. ».

**Art. 8.** L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. Dans les deux mois qui suivent la réception de l'avis de conformité de l'administration, le Ministre statue sur la demande d'agrément et notifie sa décision finale au demandeur, à l'administration et à la commission d'agrément. ».

**Art. 9.** Dans le chapitre 3 du même arrêté, il est inséré une section 1/2, comportant les articles 19/1, 19/2, 19/3, 19/4, 19/5 et 19/6, rédigée comme suit :

« Section 1/2. - La demande de modification d'agrément

**Art. 19/1.** Une demande préalable de modification d'agrément doit être introduite par le pouvoir organisateur agréé par l'aide à la jeunesse lorsque :

- 1° un pouvoir organisateur agréé par l'aide à la jeunesse souhaite organiser un nouveau service ;
- 2° un pouvoir organisateur agréé par l'aide à la jeunesse, ne souhaite plus organiser un service ;
- 3° pour toute modification portant sur les informations visées au 2° de l'article 5.

**Art. 19/2.** Le pouvoir organisateur agréé introduit auprès de l'administration une demande de modification d'agrément exposant l'objet de la demande conformément à l'article 19/1 et comportant une actualisation des informations et documents visés à l'article 12, § 2.

**Art. 19/3.** L'administration accuse réception de la demande de modification d'agrément dans les dix jours ouvrables.

**Art. 19/4.** Dans les trois mois qui suivent la réception de la demande, l'administration examine la demande de modification d'agrément sollicitée et rend au Ministre un avis circonstancié à ce sujet. L'administration joint à son avis le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques, le rapport du service de l'administration chargé du contrôle comptable et l'évaluation de l'impact budgétaire de la modification de l'agrément du ou des service(s) de l'administration chargé de la gestion comptable.

Dans son avis circonstancié, l'administration peut proposer un délai supplémentaire à l'examen de la demande de modification d'agrément.

**Art. 19/5.** Dans les deux mois qui suivent la réception de l'avis circonstancié de l'administration, le Ministre statue sur la demande de modification d'agrément et notifie sa décision au demandeur et à l'administration.

**Art. 19/6.** En cas de refus de modification d'agrément, le pouvoir organisateur ne peut introduire de nouvelle demande portant sur le même objet que six mois au moins après que la décision de refus lui ait été notifiée. ».

**Art. 10.** Dans le chapitre 3 du même arrêté, il est inséré une section 1/3, comportant l'article 19/7, rédigée comme suit :

« Section 1/3. - La renonciation à un agrément

**Art. 19/7.** Le pouvoir organisateur qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé en vertu du décret est tenu d'en informer le Ministre et l'administration, par courrier recommandé, au moins six mois avant la prise d'effet de la fin de l'agrément.

Dans les deux mois qui suivent la réception de l'information, l'administration rend au Ministre un rapport qui reprend les modalités de mise en œuvre de la fin de l'agrément et les conditions dans lesquelles la fermeture du ou des services vont s'opérer.

Le Ministre retire l'agrément et en informe le pouvoir organisateur et l'administration.

Le pouvoir organisateur qui a renoncé à son agrément peut à tout moment introduire une nouvelle demande d'agrément conformément à l'article 12. ».

**Art. 11.** Dans l'article 25, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) 1 directeur barème B ou directeur pédagogique barème B ; ».

**Art. 12.** A l'article 25, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, un 4° est ajouté comme suit :

« 4° pour chaque emploi vacant du cadre agréé, la fonction prise en considération pour le calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel est :

- pour le personnel formateur : l'échelle barémique correspondant à une fonction de bachelier ou de master ;
- pour le personnel administratif : l'échelle barémique correspondant à une fonction de rédacteur ;
- personnel de direction : l'échelle barémique correspondant à la fonction du directeur manquant. ».

**Art. 13.** Dans l'article 28, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré le 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 lorsque le pouvoir organisateur est propriétaire des immeubles qu'il occupe ou bénéficie d'un droit réel d'au moins 27 ans, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 % ; » ;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° lorsque le pouvoir organisateur dispose d'un bail d'une durée au moins équivalente à la durée des amortissements, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 %.

Lorsque le pouvoir organisateur dispose d'un bail inférieur à 10 ou 15 ans, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 %. En cas de résiliation en cours de bail émanant du locataire ou du propriétaire, en cas de résiliation d'un commun accord, ou lorsque le contrat de bail est arrivé à son terme, la partie restante à amortir est à charge des fonds propres du pouvoir organisateur ; » ;

c) le 4° est complété par les mots « et le matériel roulant d'occasion de plus de 2 ans. Un véhicule étant considéré comme neuf pendant 2 ans ; » ;

d) il est inséré le 5/1 rédigé comme suit :

« 5/1 Nonobstant les règles comptables spécifiques au service, tout achat de biens d'investissement dépassant le montant de 1000 euros indexable doit faire l'objet d'un amortissement ; » ;

e) le 13° est remplacé par ce qui suit :

« 13° les montants payés aux travailleurs indépendants sur base des factures établies, aux agences locales pour l'emploi et aux entreprises de travail intérimaire pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches des membres du personnel du cadre agréé, aux personnes mises à disposition d'un service dans le cadre d'un groupement d'employeurs, aux bénévoles et dans le cadre d'un contrat de travail conclu sur base de l'article 60, § 7, ou 61 de la loi organique des C.P.A.S du 8 juillet 1976 ; » ;

f) Dans le 16°, les mots « , sauf dérogation accordée par le Ministre sur la base de l'avis de l'administration » sont rajoutés après les mots « pour frais de fonctionnement ».

**Art. 14.** L'article 28 du même arrêté est complété par un 26° rédigé comme suit :

« 26° les charges d'amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux vélos ou autres matériels roulant non motorisés achetés en leasing.

L'utilisation privée du vélo ou d'un autre matériel roulant non motorisé par le travailleur doit faire l'objet d'un avantage en nature mentionné sur sa fiche de salaire. »

**Art. 15.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le A, les mots « éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif, d'un diplôme de bachelier assistant social, d'un diplôme de bachelier assistant en psychologie », sont abrogés ;

b) dans le D, les mots « éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif, d'un diplôme de bachelier assistant social, d'un diplôme de bachelier assistant en psychologie », sont abrogés.

**Art. 16.** Dans l'annexe 2 du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° sauf pour le personnel technique et administratif, l'ancienneté équivaut aux prestations effectives ou légalement assimilées antérieures, effectuées que ce soit dans le cadre d'un contrat de travail ou en tant qu'indépendant, dans le domaine de la formation, de la jeunesse, de l'éducation permanente, du travail social et éducatif ou chez un employeur agréé ou reconnu par un pouvoir public dans le cadre d'activités principalement destinées aux enfants ou aux jeunes ; ».

**Art. 17.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024

**Art. 18.** Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001314]

**25 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1919 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het Wetboek van Preventie, Jeugdhulp en Jeugdbescherming, artikelen 145 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 6 juli 2023;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2023;

Gelet op advies nr. 42 van de Gemeenschappelijke Raad voor Preventie, Jeugdhulp en Jeugdbescherming van 19 oktober 2023;

Gelet op de gendertest van 12 december 2023 opgesteld in toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidsdomeinen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het verzoek om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het verzoek om advies op 22 december 2023 is ingeschreven in het register van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 75.231/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 22 december 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Jeugdhulp;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 9, § 1, vijfde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming wordt vervangen door hetgeen volgt:

"De in lid 1 bedoelde inrichtende macht voert een intern boekhoudkundig toezicht in."

**Art. 2.** In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 14. Indien de aanvraag ontvankelijk is, stuurt de administratie, binnen de tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing waarbij de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, de aanvraag door naar de erkenningscommissie zodat deze een advies kan uitbrengen over de geschiktheid van de uitvoering van het project overeenkomstig artikel 147, § 2, van het decreet."

**Art. 4.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 15. Binnen een termijn van twee maanden na de indiening van de aanvraag bij de erkenningscommissie, dient de administratie bij de minister een advies in over de geschiktheid van de uitvoering van het project, waarbij zij het verslag van de administratieve dienst belast met de pedagogische ondersteuning en het pedagogische toezicht, het verslag van de administratieve dienst belast met het boekhoudkundige toezicht en een begrotingsraming van de administratieve dienst belast met het boekhoudkundige beheer voegt."

Binnen hetzelfde tijdsbestek dient de administratie een advies in bij de erkenningscommissie over de geschiktheid van de uitvoering van het project, waarbij het verslag wordt gevoegd van de administratieafdeling die verantwoordelijk is voor onderwijsondersteuning en toezicht."

**Art. 5.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 16. De erkenningscommissie geeft de minister haar advies over de geschiktheid van de uitvoering van het project binnen een termijn van vier maanden na ontvangst van de aanvraag van de overheid en deelt dit gelijktijdig mee aan de aanvrager."

Bij het uitblijven van een advies binnen de in het eerste lid genoemde termijn is het advies van de erkenningscommissie niet meer nodig.

Overeenkomstig artikel 147, § 1, derde lid, van het decreet brengt de commissie een gunstig advies uit wanneer zij vaststelt dat alle ontvangen adviezen gunstig zijn. Deze verplichting geldt echter alleen wanneer de toelatingscommissie alle vereiste adviezen heeft ontvangen."

**Art. 6.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 17. Binnen de twee maanden na ontvangst van het advies van de erkenningscommissie of na het verstrijken van de termijn waarbinnen zij haar advies had moeten uitbrengen, brengt de minister de aanvrager en de administratie op de hoogte van zijn beslissing over de al dan geschiktheid van het uitvoeren van het project en nodigt hij de administratie uit om de erkenningsprocedure voort te zetten."

**Art. 7.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 18. Indien de beslissing van de minister over de geschiktheid positief is, onderzoekt de administratie de conformiteit van de dienst met de erkenningsvoorwaarden en brengt zij hierover binnen de drie maanden na ontvangst van de beslissing van de minister een omstandig advies uit aan de minister daarover binnen drie maanden na ontvangst van de beslissing van de minister.

In haar uitvoerig met redenen omkleed advies kan de administratie voorstellen om de behandeling van de erkenningsaanvraag uit te breiden, zodat de inrichtende macht aan de wettelijke vereisten kan voldoen.

Voor de gevraagde erkenning voegt de administratie bij het in lid 1 bedoelde advies het verslag van de afdeling van de administratie die belast is met onderwijsondersteuning en -toezicht."

**Art. 8.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst

"Art. 19. Binnen de twee maanden na ontvangst van het conformiteitsadvies van de administratie beslist de minister over de erkenningsaanvraag en stelt hij de aanvrager, de administratie en de erkenningscommissie in kennis van zijn definitieve beslissing over de erkenningsaanvraag en brengt hij de aanvrager, de administratie en de erkenningscommissie op de hoogte van zijn definitieve beslissing."

**Art. 9.** In hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 1/2 ingevoegd, die de artikelen 19/1, 19/2, 19/3, 19/4, 19/5 en 19/6 omvat, luidend als volgt :

"Artikel 1/2. - Aanvraag tot wijziging van een erkenning

Art. 19/1. Een voorafgaande aanvraag tot wijziging van de erkenning moet worden ingediend door de inrichtende macht, goedgekeurd door de jeugdhulp, wanneer :

1° een door het Bureau Jeugdhulp erkende inrichtende macht een nieuwe dienst wil organiseren;

2° een door de Jeugdhulp erkend inrichtende macht niet langer een dienst wenst te organiseren;

3° voor elke wijziging aan de informatie bedoeld in 2° van artikel 5.

Art. 19/2. De erkende inrichtende macht dient bij de administratie een aanvraag tot wijziging van de erkenning in, waarin het doel van de aanvraag wordt uiteengezet overeenkomstig artikel 19/1 en waarin een actualisering van de in artikel 12, § 2 bedoelde informatie en documenten is opgenomen.

Art. 19/3. De administratie bevestigt binnen tien werkdagen de ontvangst van de aanvraag tot wijziging van de erkenning.

Art. 19/4. Binnen drie maanden na ontvangst van de aanvraag onderzoekt de administratie de aanvraag tot wijziging van de gevraagde toelating en brengt het hierover een omstandig advies uit aan de minister. De administratie voegt bij haar advies het verslag van de met onderwijsondersteuning en -controle belaste dienst van de administratie, het verslag van de met boekhoudcontrole belaste dienst van de administratie en de evaluatie van de budgettaire gevolgen van de wijziging ter erkenning van de met boekhoudcontrole belaste dienst(en) van de administratie.

In hun omstandig advies kunnen de voorstellen de termijn voor de behandeling van de aanvraag tot wijziging van de erkenning te verlengen.

Art. 19/5. Binnen twee maanden na ontvangst van het omstandig advies van de administratie beslist de minister over de aanvraag tot wijziging van de erkenning en deelt hij zijn beslissing mee aan de aanvrager en de administratie.

Art. 19/6. In het geval van een weigering om een erkenning te wijzigen, kan de inrichtende macht geen nieuwe aanvraag voor hetzelfde doel indienen tot ten minste zes maanden nadat zij in kennis is gesteld van de weigeringsbeslissing.

**Art. 10.** In hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 1/3 ingevoegd, die artikel 19/7 omvat, luidend als volgt:

"Sectie 1/3. - Afstand van erkenning

Art. 19/7. Een inrichtende macht die niet langer wenst te genieten van de erkenning verleend krachtens het decreet, moet de Minister en de administratie daarvan per aangetekende brief op de hoogte brengen ten minste zes maanden voor het einde van de erkenning.

Binnen twee maanden na ontvangst van de informatie dienen de administratie bij de minister een verslag in met de regelingen voor de tenuitvoerlegging van de beëindiging van de erkenning en de voorwaarden waaronder de dienst(en) zal (zullen) worden gesloten.

De minister trekt de erkenning in en informeert de inrichtende macht en de administratie.

Een inrichtende macht die afstand heeft gedaan van haar erkenning kan te allen tijde een nieuwe erkenningsaanvraag indienen overeenkomstig artikel 12.

**Art. 11.** In artikel 25, § 1, 1°, van hetzelfde besluit wordt littera a) vervangen door hetgeen volgt:

"a) 1 B-barema directeur of B-barema pedagogisch directeur;"

**Art. 12.** Een punt 4° wordt toegevoegd aan artikel 25, § 1 van hetzelfde besluit, als volgt:

"4° voor elke vacante betrekking in het erkende kader bedraagt het ambt dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de voorlopige subsidie voor personeelskosten:

- voor onderwijzend personeel: de baremaschaal die overeenkomt met een bachelors- of masterdiploma;
- voor administratief personeel: de baremaschaal die overeenkomt met het ambt van redacteur;
- leidinggevend personeel: de baremaschaal die overeenkomt met het ambt van de ontbrekende directeur."

**Art. 13.** In artikel 28, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een nieuw punt 2°/1 wordt ingevoegd, dat als volgt luidt:

"2°/1 wanneer de inrichtende macht eigenaar is van de gebouwen die ze in gebruik heeft of een zakelijk recht heeft van ten minste 27 jaar, de afschrijvingsdotatie op materiële vaste activa met betrekking tot grote werken, waarvan het afschrijvingspercentage wordt vastgesteld op 10 of 6,66%;"

b) 3° wordt vervangen door de volgende:

"3° indien de inrichtende macht beschikt over een huurovereenkomst met een looptijd die ten minste gelijk is aan de afschrijvingsperiode, de afschrijvingsdotatie op materiële vaste activa die betrekking hebben op grote werken, waarvoor het afschrijvingspercentage wordt vastgesteld op 10 of 6,66%.

Wanneer de inrichtende macht een huurovereenkomst heeft van minder dan 10 of 15 jaar, worden de afschrijvingskosten op materiële vaste activa met betrekking tot grote werken, waarvan het afschrijvingspercentage is vastgesteld op 10 of 6,66%, in rekening gebracht. In geval van beëindiging van de huurovereenkomst door de huurder of de eigenaar, in geval van beëindiging met wederzijds goedvinden, of wanneer de huurovereenkomst is verstreken, wordt het resterende af te schrijven gedeelte ten laste gebracht van het eigen vermogen van de inrichtende macht;"

c) de woorden "en gebruikt rollend materieel dat meer dan 2 jaar oud is. Een voertuig wordt 2 jaar als nieuw beschouwd;"

d) 5/1 wordt ingevoegd en luidt als volgt:

"5/1 In afwijking van de boekhoudkundige regels eigen aan de dienst, moet elke aankoop van investeringsgoederen boven een indexeerbaar bedrag van 1.000 euro onderworpen worden aan afschrijvingen;"

e) 13° wordt vervangen door de volgende:

"13° de bedragen betaald aan zelfstandigen op basis van uitgereikte facturen, aan lokale tewerkstellingsagent-schappen en uitzendkantoren voor eenmalige opdrachten die niet behoren tot de opdrachten van personeelsleden van het erkende kader, aan personen ter beschikking gesteld van een dienst in het kader van een groep van werkgevers, aan vrijwilligers en in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten op basis van artikel 60, § 7, of 61 van de organieke wet van het OCMW van 8 juli 1976;"

f) In 16° worden na de woorden "voor werkingskosten" de woorden ", tenzij een afwijking wordt verleend door de minister op basis van het advies van de administratie" toegevoegd."

**Art. 14.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 26° dat als volgt luidt:

"26° afschrijvingskosten en rente met betrekking tot fietsen of ander niet-gemotoriseerd rollend materieel dat is aangekocht in het kader van leasing.

Het privégebruik van een fiets of ander niet-gemotoriseerd rollend materieel door de werknemer moet het voorwerp uitmaken van een voordeel in natura vermeld op de loonbrief.

**Art. 15.** In aanhangsel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in A worden de woorden "opvoeder gespecialiseerd in psycho-educatieve ondersteuning, een bachelordiploma in sociaal werk, een bachelordiploma in psychologie" geschrapt;

b) in sectie D worden de woorden "éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif, d'un diplôme de bachelier assistant social, d'un diplôme de bachelier assistant en psychologie" geschrapt.

**Art. 16.** In bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen door hetgeen volgt:

"1° behalve voor technisch en administratief personeel, wordt anciënniteit gelijkgesteld met een eerdere effectieve of wettelijk gelijkgestelde diensttijd, hetzij op basis van een arbeidsovereenkomst, hetzij als zelfstandige, op het gebied van opleiding, jeugd, permanente vorming, sociaal en educatief werk of bij een werkgever die door een overheidsinstantie is erkend of erkend in het kader van activiteiten die hoofdzakelijk voor kinderen of jongeren zijn bestemd;"

**Art. 17.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

**Art. 18.** De minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,  
Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001319]

**25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 40 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.216/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret, le quatrième alinéa est abrogé.

**Art. 2.** Dans l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le pouvoir organisateur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> met en place un système de contrôle interne de la comptabilité. ».

**Art. 3.** L'article 33 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Lorsque la demande est recevable, l'administration communique dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la décision déclarant la recevabilité, la demande à la commission d'agrément afin que celle-ci rende un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet, basé, conformément à l'article 146, § 1<sup>er</sup>, du décret, sur les principes de programmation fixés par le Gouvernement.